

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 09 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 69 aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 december 1998, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 december 2001, 21 januari 2004, 14 mei 2009, 14 oktober 2010, 6 februari 2014, 19 september 2018 en 24 april 2019;

Overwegende dat een aftredend lid vervangen moet worden,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, tweede streepje van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 september 2015 houdende benoeming van de leden van de Raad van beroep voor het gesubsidieerd personeel van de gesubsidieerde vrije hogere kunstscholen, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juni 2017 en 11 oktober 2019, worden de woorden "Mevr. Laurence MAHIEUX" vervangen door de woorden "De heer Philippe DOLHEN".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 26 februari 2020.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De d.d. adjunct-directeur-generaal,
J. MICHIELS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/20524]

5 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités de fonctionnement de la Chambre de recours pour les membres du personnel du Service général de pilotage des écoles et des centres psycho-médico-sociaux

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, l'article 137 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 octobre 2019 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Chambre de recours pour les membres du personnel du Service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux, l'article 1^{er} ;

Vu le « test genre » du 4 décembre 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 janvier 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2020 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 23 janvier 2020 ;

Vu l'avis n° 66.965/2 du Conseil d'Etat, donné le 24 février 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o la Chambre de recours : la Chambre de recours visée à l'article 121 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et des centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs ;

2^o le décret : le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et des centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs ;

3^o jours ouvrables : tous les jours de la semaine, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux ;

4^o représentant : la personne telle que précisée dans l'article 128, alinéa 2, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et des centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs.

Art. 2. Les séances de la Chambre de recours se tiennent au siège de la Direction générale du pilotage du système éducatif ou tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Art. 3. Le secrétariat de la Chambre de recours est assuré par des agents de niveau 2+ de la Direction générale du Pilotage du système éducatif.

CHAPITRE II. — Fonctionnement de la Chambre de recours

Art. 4. Les séances de la Chambre de recours ne sont pas publiques.

Art. 5. Les séances de la Chambre de recours sont ouvertes et closes par le Président.

Le Président dirige les débats et assure l'ordre de l'assemblée.

Dans des circonstances exceptionnelles, une suspension de séance peut être accordée par le Président, à la demande d'un membre ou du requérant ou de son représentant tel que prévu à l'article 128, alinéa 2, du décret, moyennant consensus.

Art. 6. Le Président de la Chambre de recours transmet au Gouvernement, au requérant et, le cas échéant, à son représentant, l'avis de la Chambre de recours dans les 5 jours ouvrables qui suivent la séance de la Chambre de recours au cours de laquelle l'avis a été rendu.

CHAPITRE III. — *Respect des droits de la défense et du caractère contradictoire des débats*

Art. 7. Le requérant ou son représentant éventuel peuvent consulter, sur rendez-vous pris avec le secrétariat, le dossier complet de l'affaire.

Ils ne peuvent ni soustraire, ni déplacer aucune pièce composant le dossier.

Ils sont autorisés à joindre de nouvelles pièces au dossier.

Art. 8. Le requérant ou son représentant éventuel sont entendus une première fois après la présentation par le rapporteur des rétroactes de l'affaire et des résultats de l'enquête.

Le Président invite ensuite les membres de la Chambre de recours à poser leurs éventuelles questions au requérant ou à son représentant.

Le requérant ou son représentant éventuel ont un droit de réponse.

Art. 9. Lorsque la Chambre de recours ordonne, à la majorité de ses membres, un complément d'enquête ou souhaite entendre des témoins à charge ou à décharge conformément à l'article 133 du décret, la séance est suspendue et reportée dans les 10 jours ouvrables.

Art. 10. Lorsque le Président estime que la Chambre de recours est suffisamment informée, il donne une dernière fois la parole au requérant ou à son représentant et les invite ensuite à se retirer afin de délibérer.

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 octobre 2019 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Chambre de recours pour les membres du personnel du Service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux*

Art. 11. A l'article 18 de l'annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 octobre 2019 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Chambre de recours pour les membres du personnel du Service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux, les termes « dans le décret. » sont remplacés par les termes « dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de fonctionnement de la Chambre de recours pour les membres du personnel du Service général de pilotage des écoles et des centres psycho-médico-sociaux. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. La Ministre de l'Education est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mars 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/20524]

5 MAART 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van de Raad van beroep voor de personeelsleden van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, artikel 137;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 oktober 2019 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Raad van beroep voor de personeelsleden van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra, artikel 1;

Gelet op de « gendertest » van 4 december 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 januari 2020 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 januari 2020 ;

Gelet op het protocol van syndicale onderhandeling van het Onderhandelingscomité van sector IX, van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gesloten op 23 januari 2020;

Gelet op het advies nr. 66.965/2 van de Raad van State, gegeven op 24 februari 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Raad van beroep : de Raad van beroep bedoeld in artikel 121 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst ;

2° het decreet : het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst ;

3° werkdagen : alle dagen van de week, met uitzondering van zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen ;

4° vertegenwoordiger : de persoon zoals bedoeld in artikel 128, tweede lid, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst.

Art. 2. De zittingen van de Raad van beroep worden gehouden ten zetel van de Algemene Sturingsdirectie van het opvoedingssysteem of elke andere plaats vermeld in de oproepingsbrief.

Art. 3. Het secretariaat van de Raad van beroep wordt waargenomen door de ambtenaren van niveau 2+ van de Algemene Sturingsdirectie van het opvoedingssysteem.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de Raad van beroep*

Art. 4. De zittingen van de Raad van beroep zijn niet openbaar.

Art. 5. De zittingen van de Raad van beroep worden geopend en gesloten door de Voorzitter.

De Voorzitter leidt de debatten en zorgt voor de orde van de vergadering.

In uitzonderlijke omstandigheden kan de voorzitter, op verzoek van een lid of van de eiser of van zijn vertegenwoordiger zoals bedoeld in artikel 128, tweede lid, van dit decreet, een schorsing van de zitting verlenen mits consensus.

Art. 6. De Voorzitter van de Raad van beroep bezorgt de Regering, de eiser en, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger, het advies van de Raad van beroep binnen de 5 werkdagen volgend op de zitting van de Raad van beroep waarin het advies werd uitgebracht.

HOOFDSTUK III. — *Inachtneming van de rechten van de verdediging en van het tegenstrijdige karakter van de debatten*

Art. 7. De eiser of zijn mogelijke vertegenwoordiger kunnen, op afspraak genomen met het secretariaat, het volledige dossier van de zaak raadplegen.

Ze kunnen geen enkel stuk van het dossier wegnemen of verplaatsen.

Ze worden ertoe gemachtigd nieuwe stukken aan het dossier toe te voegen.

Art. 8. De eiser of zijn mogelijke vertegenwoordiger worden voor het eerst gehoord nadat de verslaggever de achtergronden van de zaak en de resultaten van het onderzoek heeft voorgesteld.

De Voorzitter nodigt vervolgens de leden van de Raad van beroep uit om eventuele vragen aan de eiser of aan zijn vertegenwoordiger te stellen.

De eiser of zijn mogelijke vertegenwoordiger hebben recht van antwoord.

Art. 9. Wanneer de Raad van beroep bij meerderheid van zijn leden een nader onderzoek beveelt of getuigen à charge of à décharge wenst te horen in overeenstemming met artikel 133 van het decreet, wordt de zitting geschorst en uitgesteld binnen 10 werkdagen.

Art. 10. Wanneer de Voorzitter van mening is dat de Raad van beroep voldoende op de hoogte wordt gebracht, geeft hij het laatste woord aan de eiser of aan zijn vertegenwoordiger en verzoekt hij hen vervolgens het lokaal te verlaten om te kunnen beraadslagen.

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 oktober 2019 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Raad van beroep voor de personeelsleden van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra.*

Art. 11. In artikel 18 van de bijlage van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 oktober 2019 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Raad van beroep voor de personeelsleden van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden « in het decreet. » vervangen door de woorden « in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van de Raad van beroep voor de personeelsleden van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra. ».

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 maart 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR